

hebdomadaire

n° 3033 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

CONSULTATIONS SOCIALES FO OUVRE LE BAL

Les contacts ont commencé entre le nouveau gouvernement et FO afin de passer en revue les échéances et de préparer la conférence de juillet (lire page 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Hautes-Pyrénées, Rhône
et Vienne... les congrès
d'Unions départementales
se multiplient.

Lire page 2

Les masseurs-
kinésithérapeutes salariés
des hôpitaux font l'objet
de menaces de la part
d'un Ordre professionnel.

Lire page 5

Le Syndicat des personnels
de direction de l'Éducation
nationale a décidé de
s'affilier à Force Ouvrière.

Lire page 6

800 000 salariés travaillent
dans les hôtels, cafés et
restaurants, dont plus
de 85% dans des TPE.

Lire page 7

**JUGER SUR LES ACTES
ET LES DÉCISIONS**

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER pages centrales

La France a-t-elle
le meilleur système
de santé au monde?
Pas si simple, car certains
chiffres viennent assombrir
le discours officiel.

RESPIRER culture

En 1974, en réponse au
premier choc pétrolier,
le gouvernement Messmer
engageait la France dans
la voie du nucléaire.

Lire page 11

MONTRER enquête

Un million de personnes
ont cru au mirage de
l'auto-entrepreneur et
nombreuses sont celles
qui tombent de l'escabeau.

Lire pages 13 à 16





L'éditorial de Jean-Claude Mailly

JUGER SUR LES ACTES ET LES DÉCISIONS

Le gouvernement s'est mis en place la semaine dernière. Des premiers contacts ont eu lieu au téléphone ou de visu, pendant le pont dit de l'Ascension.

Les dossiers économiques et sociaux sont nombreux: salaires, retraites, emploi et chômage, avenir du service public républicain, fiscalité, stratégie industrielle en font notamment partie.

Dans les jours à venir, les contacts se développeront, à la fois dans le cadre des consultations indispensables, mais aussi pour préparer la conférence de juillet. Nous avons, dans la composition du gouvernement, souligné – ce qui était une demande – l'existence d'un ministère de l'Industrie (dénommé ministère du Redressement productif), plein et entier et déconnecté de la tutelle de Bercy.

Nous ne rappellerons jamais assez que l'État doit retrouver une réelle stratégie industrielle; *a priori* cette configuration devrait le permettre.

Une part importante de la politique économique et sociale dépendra également des choix qui seront faits au niveau européen. Cela vaut pour la France comme pour les autres pays. Nous ne rappellerons jamais assez qu'une renégociation des traités est indispensable.

Dans les jours et semaines à venir, Force Ouvrière présentera son cahier revendicatif et, comme il sied à une organisation libre et indépendante, nous jugerons sur les actes et décisions. De ce point de vue, le premier décret sur les retraites sera significatif.

La semaine dernière, nous avons également accueilli, avec la FNEC, à FO le syndicat Indépendance et Direction, syndicat des chefs d'établissement, deuxième aux dernières élections dans cette catégorie de personnels.

La liberté et l'indépendance de FO, notre volonté de ne pas oublier le catégoriel, ont été des éléments de choix déterminants.

Bienvenue donc à FO aux chefs d'établissements et proviseurs.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Congrès: FO accroît sa présence dans les Hautes-Pyrénées.
Congrès: FO en ordre de marche dans le Rhône.
Congrès: Les revendications s'affichent dans la Vienne.

Page 3

Retraite, SMIC et Europe: trois échéances majeures pour le nouveau gouvernement.
La croissance nulle de la zone euro depuis janvier.

Page 4

Juger sur les actes et les décisions, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Santé: Masseurs-kinésithérapeutes: un rappel à l'Ordre intolérable.
Transport rail-route: Sombre avenir pour Novatrans et ses salariés.

Page 6

Rentrée scolaire: L'urgence, c'est le gel des suppressions de postes.
Indépendance: Éducation nationale: le syndicat des personnels de direction s'affilie à FO.

Page 7

Élections dans les très petites entreprises: Les hôtels, cafés, restaurants.
Droits sociaux: du pain sur la planche.
Max, serveur: «On minimise les dégâts des amplitudes horaires.»

Page 10

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

Page 11

L'indépendance énergétique: Le choix du nucléaire.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse: G8: troubles de la croissance.

Page 12

Une sélection de livres.
À voir: En avant-première sur Arte, le 29 mai:
Les enfants forcés: la valeur n'attend pas le nombre des années.

Pages 13 à 16

Auto-entrepreneurs: La baudruche se dégonfle.

/ DOSSIER

Pages 8 et 9

La France a-t-elle encore une bonne santé?

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse: Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464), F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 2^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Gros plan sur...

ÉLECTIONS DANS LES TRÈS
PETITES ENTREPRISESLES HOTELS,
CAFÉS, RESTAURANTS

Droits sociaux: du pain sur la planche

Après avoir arraché un certain nombre d'avancées salariales à l'occasion de la baisse de la TVA, FO estime qu'il reste beaucoup de choses à faire pour valoriser les conditions de travail dans le secteur.

Les conditions d'emploi et de rémunération se sont quelque peu améliorées dans le secteur des Hôtels, cafés et restaurants (HCR) après la réduction de la TVA en 2009. Contraint et forcé, le patronat de la branche s'était résigné en effet à respecter le «contrat d'objectifs» qu'il avait passé avec les pouvoirs publics. Celui-ci prévoyait notamment de répercuter l'avantage compétitif de la baisse de TVA de 19,6% à 5,5% (2,4 milliards d'euros) sur les prix de leurs produits et services, mais aussi de revaloriser les droits des salariés.

«La série de négociations sociales enclenchées à l'époque n'avait pas été de tout repos», se souvient Jean-Luc Giraudon du Syndicat national FO des Hôtels-Restaurants (FGTA FO). «Il a fallu alors batailler dur et pendant plusieurs mois pour arracher les avancées promises aux 800 000 travailleurs des HCR», ajoute-t-il. Depuis un accord de branche du 1^{er} mars 2010, «il n'y a plus aucun smicard dans la profession, le minimum conventionnel étant désormais systématiquement à

1% au-dessus du SMIC», se réjouit aujourd'hui le syndicaliste. À l'initiative de FO,

«ENCOURAGER LA FORMATION
DANS LES TPE»

cet accord a permis aussi de garantir 6 jours fériés, «c'est-à-dire chômeurs, payés ou compensés en temps, même quand le salarié est de repos», et d'instaurer une mutuelle santé collective à partir du 1^{er} janvier 2011. Toujours sous l'impulsion de FO, il a été institué, en juillet 2010, une «prime TVA pour tous les salariés du secteur», dont le montant peut atteindre 500 euros par an (soit 2% du salaire brut). «Certains salariés ne l'ont pas encore touchée, du fait de l'ignorance ou de la rou-

lardise de leur employeur», déplore Jean-Luc Giraudon, avant d'inviter au passage les employés ainsi lésés à exiger le versement de la prime auprès de leur entreprise (ou à se rapprocher de FO si jamais ils n'obtenaient pas satisfaction). Un acquis que le patronat a cherché en vain à supprimer en mars dernier, à l'occasion de la négociation salariale annuelle, sous prétexte de la réaffectation du taux réduit de TVA à 7% au début de l'année.

Au-delà de la consolidation de ces acquis récents, le représentant FO estime qu'il y a encore fort à faire pour améliorer les conditions de travail et de rémunération des salariés: «Un treizième mois, une sixième semaine de congés payés, une prime d'habillage et l'éradication du travail au noir.»

Dans les TPE, il s'agit d'encourager la formation professionnelle, car «malgré leurs cotisations aux organismes dédiés, les très petites entreprises envoient peu ou pas leurs salariés se former», regrette-t-il. Enfin, il y a le dossier de la pénibilité du secteur (amplitude horaire, travail de nuit, montée et descente des escaliers, stress, addictions, implication de la médecine du travail), sur lequel des négociations fastidieuses viennent d'être



Photos: FO Hebdo - G. Ducrot

MAX,
SERVEUROn minimise les dégâts
des amplitudes horaires

Salarié dans la restauration depuis 1982, Max (45 ans) a souvent dû se battre pour faire respecter ses droits.

FO Hebdo: Quelle a été votre parcours dans la restauration?

Max: À ma sortie de l'école hôtelière, j'ai d'abord exercé comme cuisinier, qui est ma formation de base, mais l'expérience a tourné court en raison de l'attitude de

mes employeurs successifs envers les clients (abus de surgelés et autres conserves industrielles), mais aussi de leur mépris envers les salariés. Cela s'est un peu mieux passé lorsque je suis devenu serveur... en dehors de toutes les fois où j'ai eu à me battre pour me faire respecter.

FO Hebdo: Est-ce toujours le cas aujourd'hui?

Max: En fait, tout dépend de la personnalité des employeurs. Dans le restaurant où je travaille, les conditions d'exercice du métier se sont normalisées après le départ, en 2009, de l'ancien pro-

priétaire avec qui les relations étaient devenues exécrables. Aujourd'hui, la durée légale du travail des salariés est respectée et les heures sup' sont payées. Ce qui, vous le savez, n'est jamais une évidence partagée dans le secteur. Je travaille cinq jours sur sept, dont deux soirs par semaine. Et je tiens à le préciser: jamais le week-end!

FO Hebdo: Entendez-vous participer aux élections syndicales prévues à la fin 2012 dans les TPE?

Max: Pourquoi pas, même si j'ai le sentiment que les avantages sociaux vont en général aux salariés des gros établissements, c'est-à-

dire là où les syndicats sont présents et actifs. Sinon, je souscris à leur priorité de faire de la qualité de vie au travail. Je pense notamment à leur combat contre le travail du dimanche, alors que dans la restauration on minimise encore trop souvent les dégâts que peuvent provoquer les amplitudes horaires sur la vie personnelle des salariés (santé, stress, divorce, addiction...). Reste qu'à mon sens, ce combat-là devrait s'inscrire dans une vision plus large de la société, intégrant la dimension écologique, comme, par exemple, la lutte contre la malbouffe de l'industrie agroalimentaire.

CARTOGRAPHIE
DE LA BRANCHE

(chiffres 2010)

Numéro de la convention collective (IDCC): 1979

- ☐ Plus de 100 000 entreprises;
- ☐ 800 000 salariés, dont 200 000 saisonniers;
- ☐ La restauration traditionnelle représente près de la moitié des établissements avec salariés (49%);
- ☐ 86% de très petites entreprises (de 1 à 10 salariés);
- ☐ 50% des établissements emploient entre 1 et 5 salariés.

Répartition par sexe

- ☐ 53% d'hommes;
- ☐ 47% de femmes.

Moyenne d'âge: 33 ans

Durée du travail hebdomadaire des salariés

- ☐ 45% à temps complet; (40 heures ou plus)
- ☐ 30% à temps complet; (35 à 39 heures)
- ☐ 20% à temps partiel; (15 à 30 heures)

Répartition des emplois salariés par type de contrat de travail

- ☐ 78% de contrats à durée indéterminée;
- ☐ 9% de contrats à durée déterminée (hors saisonniers);
- ☐ 7% de contrats de professionnalisation (apprentis).

Accord du 1^{er} mars 2012 sur les salaires (+2%)

- ☐ Minimum conventionnel (1^{er} niveau, échelon 1): 1412,32 euros brut mensuel.

Accord du 6 octobre 2010 sur le régime frais de santé obligatoire

- ☐ Cotisation mensuelle de 16 euros par salarié et par employeur (32 euros);
- ☐ Couverture des soins médicaux: hospitalisation, médecine courante, pharmacie, dentaire, optique, cure thermale, maternité...

Prévoyance

- ☐ Garanties: décès, maladie;
- ☐ Rente d'éducation;
- ☐ Aides sociales en cas de difficultés financières momentanées.

Aides systématiques: parents isolés, garde d'enfants et permis de conduire.

POUR TOUT CONTACT

Jean-Luc Giraudon
FGTA FO
7, passage Tenaille
75680 Paris Cedex 14
Tél: 01 40 52 85 10
mail: fgtafo@fgta-fo.org

Et quel que soit votre secteur d'activité: <http://www.info-tpe.fr>

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

-22,2%

Avril aura été le quatrième mois successif de baisse importante de la mortalité routière, avec moins 22,2%, par rapport à avril 2011, soit 80 morts de moins, a annoncé la Sécurité routière, qui s'était déjà réjouie des moins 25% enregistrés en février dernier, la mortalité mensuelle la plus faible «depuis l'immédiat après-guerre». Or, à y voir plus près, ces chiffres résultent plus de la prudence du consommateur que de celle du conducteur. Les hausses explosives de carburant combinées aux compressions de salaires et à un manque de visibilité sur l'avenir ont incité à lever le pied. Les sociétés autoroutières françaises ont ainsi enregistré une baisse de leur trafic, moindre toutefois qu'en Espagne et au Portugal. Reste à savoir si la crise sauve plus de vies ainsi qu'elle n'en détruit.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

AVRIL 2012 DU 30/04/2011 AU 30/04/2012 DU 01/01/2012 AU 30/04/2012
+0,1% +2,1% +1%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

1^{er} trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 122,37 – évolution sur un an: + 2,24%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.